

**Arrêté 2021/08-31
prescrivant les mesures générales
nécessaires pour limiter la circulation du virus Covid-19
dans le département de Vaucluse**

- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2212-2 et L 2215-1;
- VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-1, L.3131-8, L.3131-9, L.3131-15 et L.3136-1 ;
- VU** le code de la sécurité intérieure ;
- VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R. 143-12 ;
- VU** le code pénal ;
- VU** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 9 mai 2018, publié au Journal officiel du 10 mai 2018 nommant M. Bertrand GAUME, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** la liste nationale des établissements situés à proximité des axes routiers et leur fréquentation habituelle par les professionnels du transport routier arrêtée par le ministère de la Transition 2clogique après concertation avec les fédérations professionnelles concernées ;
- VU** l'avis du directeur général de l'Agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur du 30 août 2021 ;
- VU** l'avis des exécutifs locaux et des parlementaires recueillis lors du comité de suivi de la situation sanitaire du 31 août 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (COVID-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et de ses variants ;

CONSIDÉRANT l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif des patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

CONSIDÉRANT que la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire prévoit, à son article 1^{er}, que le Premier ministre peut réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public ainsi que des lieux de réunion, réglementer les rassemblements de personnes, les réunions et les activités sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public, et qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes dispositions générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

CONSIDÉRANT qu'en application du II de l'article 1^{er} du décret 2021-699 modifié susvisé, *« Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent »* ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 3-1 du décret n°2021-699 du 1^{er} juin modifié susvisé, *« Lorsque les circonstances l'exigent, le préfet de département est habilité à interdire tout rassemblement de personnes donnant lieu à la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique »* ;

CONSIDÉRANT que les dispositions du b) du 2^o du A du II de l'article 1^{er} de la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 subordonne à la présentation du pass sanitaire les activités de restauration commerciale ou de débits de boissons, à l'exception de la restauration collective, de la vente à emporter de plats préparés et de restauration professionnelle routière et ferroviaire ;

CONSIDÉRANT que les dispositions du 6^o du II de l'article 47-1 du décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé prévoit que pour mettre en place cette dérogation le représentant de l'État dans le département fixe par arrêté la liste des établissements qui, eu égard à leur proximité des axes routiers, sont fréquentés de manière habituelle par les professionnels du transport ;

CONSIDÉRANT qu'en application du II-7^o de l'article 47-1 du décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé, *« Les magasins de vente et centres commerciaux, relevant du type M mentionné par le règlement pris en application de l'article R. 143-12 du code de la construction et de l'habitation, comportant un ou plusieurs bâtiments dont la surface commerciale utile cumulée calculée est supérieure ou égale à vingt mille mètres carrés, sur décision motivée du représentant de l'Etat dans le département, lorsque leurs caractéristiques et la gravité des risques de contamination le justifient et dans des conditions garantissant l'accès des personnes aux biens et services de première nécessité ainsi, le cas échéant, qu'aux moyens de transport.»* ;

CONSIDÉRANT qu'en application du II-7° de l'article 47-1 du décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé, le calcul de la surface commerciale est réalisé de la manière suivante : « a) La surface commerciale utile est la surface totale comprenant les surfaces de vente, les bureaux et les réserves, sans déduction de trémie ou poteau et calculée entre les axes des murs mitoyens avec les parties privatives, et les nus extérieurs des murs mitoyens avec les parties communes. La surface est prise en compte indépendamment des interdictions d'accès au public ; b) Il faut entendre par magasin de vente ou centre commercial tout établissement comprenant un ou plusieurs ensembles de magasins de vente, y compris lorsqu'ils ont un accès direct indépendant, notamment par la voie publique, et éventuellement d'autres établissements recevant du public pouvant communiquer entre eux, qui sont, pour leurs accès et leur évacuation, tributaires de mails clos. L'ensemble des surfaces commerciales utiles sont additionnées pour déterminer l'atteinte du seuil de 20 000 m², y compris en cas de fermeture, même provisoire, de mails clos reliant un ou plusieurs établissements ou bâtiments. » ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au préfet, en application de l'article 47-1 du décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé, de déterminer nominativement les établissements de type M, notamment les centres commerciaux, qui relèvent du régime d'application obligatoire du pass sanitaire ;

CONSIDÉRANT qu'en application du IV de l'article 47-1 du décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé, « Les obligations du port du masque prévues au présent décret ne sont pas applicables aux personnes ayant accédé aux établissements, lieux et événements dans les conditions prévues au présent article. Le port du masque peut toutefois être rendu obligatoire par le préfet de département lorsque les circonstances locales le justifient, ainsi que par l'exploitant ou l'organisateur » ;

CONSIDÉRANT que, en vertu de l'article 1^{er}-II-D de la loi n°2021-1040 susvisée, « Lorsque l'exploitant d'un lieu ou d'un établissement ou le professionnel responsable d'un événement ne contrôle pas la détention, par les personnes qui souhaitent y accéder, des documents mentionnés au 2° du A du présent II, il est mis en demeure par l'autorité administrative, sauf en cas d'urgence ou d'évènement ponctuel, de se conformer aux obligations qui sont applicables à l'accès au lieu, établissement ou événement concerné. La mise en demeure indique les manquements constatés et fixe un délai, qui ne peut être supérieur à vingt-quatre heures ouvrées, à l'expiration duquel l'exploitant d'un lieu ou établissement ou le professionnel responsable d'un événement doit se conformer auxdites obligations. Si la mise en demeure est infructueuse, l'autorité administrative peut ordonner la fermeture administrative du lieu, établissement ou événement concerné pour une durée maximale de sept jours. La mesure de fermeture administrative mentionnée au présent alinéa est levée si l'exploitant du lieu ou établissement ou le professionnel responsable de l'évènement apporte la preuve de la mise en place des dispositions lui permettant de se conformer auxdites obligations. Si un manquement mentionné au présent alinéa est constaté à plus de trois reprises au cours d'une période de quarante-cinq jours, il est puni d'un an d'emprisonnement et de 9 000 € d'amende »

CONSIDÉRANT que, selon les données disponibles auprès de Santé publique France, la situation sanitaire du département se dégrade ; que désormais d'après les derniers bilans de Santé publique France, le taux d'incidence est de **476/100.000** habitants dans le département sur la semaine du **16 août 2021**, supérieur au seuil de 200/100000 habitants ; que la circulation du virus est toujours active et que de nouveaux variants du virus sur le territoire national, notamment le variant « Delta », sont beaucoup plus contagieux que les différentes formes de virus en circulation ; que les territoires des intercommunalités de Vaucluse sont impactés de la manière suivante :

Territoires	Taux d'incidence au 31 août 2021
CA du Grand Avignon (COGA)	370
CA Ventoux-Comtat-Venaissin (COVE)	392
CA Luberon Monts de Vaucluse	354
CC des Sorgues du Comtat	382
CC du Pays Réuni d'Orange (CCPRO)	322
CC Pays de Sorgues et des Monts de Vaucluse	362
CC Pays d'Apt Luberon	207
CC Territoriale Sud-Luberon	276
CC Rhône Lez Provence	423
CC Enclave des Papes-Pays de Grignan	257
CC Aygues-Ouvèze en Provence (CCAOP)	313
CC Vaison Ventoux	210
CC Ventoux Sud	240
Pertuis	640

CONSIDÉRANT que la forte hausse des contaminations a généré une détérioration des capacités d'accueil du système médical départemental par un afflux massif de patients hospitalisés qui a atteint un pic de 526 personnes le 17 novembre 2020 et qu'au 31 août 2021, 132 personnes sont encore hospitalisées pour COVID-19 dont 16 en réanimation et 34 en soins de suite et de réadaptation, maintenant une tension sur le système de soins à un niveau tel que le "plan blanc" a été déclenché en région Provence-Alpes-Côte d'Azur à compter du 04 août 2021 ; qu'une reprise des décès pour COVID-19 est constatée, avec 10 décès lors de la semaine du 23 août 2021 ;

CONSIDÉRANT que les modalités du pass sanitaire ont été modifiées par le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé, en son article 2-2-1°, en application de l'article 1^{er}-II-B de la loi n°2021-689 ; que l'application du pass sanitaire consiste en la présentation d'un certificat attestant de la satisfaction d'un schéma vaccinal complet, d'un examen de dépistage virologique négatif de moins de 72 heures (« RT-PCR, antigénique ou autotest réalisé sous la supervision d'un des professionnels de santé mentionnés à l'article 1er du décret n° 2020-1387 du 14 novembre 2020 fixant la liste des professionnels de santé habilités à renseigner les systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ») ou d'un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la COVID-19 de plus de onze jours et de moins de six mois, sous forme papier ou numérique ;

CONSIDÉRANT que l'avis du Haut Conseil de la santé publique du 17 juin 2021 identifie comme facteurs de transmission accrue du virus SARS-CoV-2 la densité de population et le contact prolongé entre plusieurs personnes ; que le port du masque en extérieur peut être levé sauf dans les situations à forte densité de personnes, lorsque la distance inter-individuelle ne peut être respectée et lorsque les temps de contact prolongé sont probables ;

CONSIDÉRANT que le virus peut se transmettre par gouttelettes respiratoires, par contacts et par voie aéroportée et que, d'autre part, les personnes peuvent être contagieuses sans le savoir, notamment pendant la phase pré-symptomatique, de l'ordre de cinq jours en moyenne, de l'infection ; qu'il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier

pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 ;

CONSIDERANT que les rassemblements publics, les zones et files d'attente, notamment dans les rues piétonnes, les manifestations de voie publique, les spectacles de rue constituent un risque accru de propagation du virus covid-19 en raison de la promiscuité et du brassage de population qu'ils génèrent ;

CONSIDERANT que les marchés alimentaires et non alimentaires, les foires et brocantes, les ventes au déballage sur la voie publique, les commerces, les centres commerciaux, leurs abords et leurs parkings, les lieux de culte et leurs abords, les écoles et leurs abords, en particulier aux heures d'entrée et de sortie des événements et activités qui s'y tiennent, constituent des espaces de flux et de brassages importants de personnes ; qu'ils représentent un risque accru de propagation du virus covid-19 dans le département ;

CONSIDERANT que la consommation de boissons alcoolisées conduit à des comportements qui ne permettent pas de garantir le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale prévues par l'article 1^{er} du décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé ; que cette situation ne peut que favoriser la propagation du virus de la COVID-19 ;

CONSIDÉRANT que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

CONSIDERANT qu'il convient de compléter les effets de la campagne de vaccination qui n'a pas encore permis d'atteindre l'immunité collective ; qu'il s'agit de maintenir les efforts et les moyens de lutte contre la propagation du virus face à l'urgence de variants plus dangereux et d'une quatrième vague de contaminations ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur proposition du directeur de cabinet ;

ARRÊTE

TITRE I : APPLICATION DU PASS SANITAIRE

Article 1 : L'application du pass sanitaire est obligatoire dans les établissements de type M suivants :

- le magasin "IKEA" domicilié au 100, chemin du Pont Blanc - 84 270 Vedène ;
- le centre commercial « Auchan Avignon Nord » domicilié au 533, avenue Louis Braille - 84 130 Le Pontet ;
- le centre commercial « Cap Sud Avignon » domicilié au 162 avenue Pierre Sémard – 84 000 Avignon ;
- le centre commercial « Auchan Mistral 7 » domicilié au 1741 route de Marseille – 84 140 Avignon ;
- le centre commercial « E.Leclerc Carpentras » domicilié au « SA Auzon Ventoux Centre E.Leclerc » boîte postale 90030 – 84 201 Carpentras ;

Article 2 : L'application du pass sanitaire consiste en la présentation d'un certificat attestant de la satisfaction d'un schéma vaccinal complet, d'un examen de dépistage virologique de

type RT-PCR, antigénique ou autotest réalisé sous la supervision d'un des professionnels de santé (mentionnés à l'article 1^{er} du décret n°202-1387 du 14 novembre 2020) de moins de 72 heures ou d'un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la COVID-19 ;

Article 3 : Eu égard à leur proximité des axes routiers et à leur fréquentation habituelle par les professionnels du transport routier, les établissements suivants sont autorisés à accueillir des professionnels du transport routier dans le cadre de l'exercice de leur activité professionnelle, sans que ces derniers aient à présenter le pass sanitaire :

- Le Mistral – Les Gresses Basses – RN7 – 84840 LAPALUD
- Le Relais La Fanélie – Les Gresses Basses – RN7 – 84840 LAPALUD
- Le Relais du Soleil – RN7 – 84350 COURTHEZON
- Aire de Mornas des Adrest – A7 – 84550 MORNAS
- Aire de Mornas Village – A7 – 84550 MORNAS
- Aire de Sorgues – A7 – 84700SORGUES
- Aire de Morières – A7 – 84310 MORIERES-LES-AVIGNON

L'accès à ces établissements par ces professionnels est toutefois subordonné à la présentation d'un justificatif professionnel.

TITRE II : PORT DU MASQUE

Article 4 : Le port du masque est obligatoire pour toute personne de onze ans et plus dans les conditions et pour les activités suivantes :

- sur les marchés de plein-air alimentaires et non-alimentaires, les brocantes et vide-greniers, foires et fêtes foraines, et les ventes au déballage ;
- pour tout rassemblement public générant un rassemblement important de population, dont les manifestations sur la voie publique mentionnées à l'article L. 211-1 du code de la sécurité intérieure, les festivals, les concerts en plein-air et les évènements sportifs de plein-air ;
- aux abords des crèches, des établissements scolaires, écoles, collèges, lycées, établissements d'enseignement supérieur, dans un rayon de 50 mètres aux alentours, aux heures de fréquentation liées à l'entrée et à la sortie des élèves et des étudiants ;
- dans les transports publics et dans les espaces d'attente des transports en commun terrestres et aériens (abris bus, aérogares, quais des gares, quais des voies de tramways) ;
- aux abords des centres commerciaux dans un rayon de 50 mètres ;
- aux abords des lieux de culte dans un rayon de 50 mètres aux heures d'entrée et de sortie des offices ;
- au sein des espaces et des files d'attente à l'extérieur des établissements recevant du public.

Article 5 : Le port du masque est obligatoire dans les rues, les zones piétonnisées et les espaces publics, dès lors que la distanciation physique d'au moins deux mètres entre deux personnes, prévue au III de l'article 1^{er} du décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié susvisé, ne peut être respectée.

Le port du masque n'est pas obligatoire dans les parcs et jardins, sur les plages et aux abords des plans d'eau.

Article 6 : Le port du masque est obligatoire dans les établissements, lieux et événements dont l'accès est assujéti à la présentation du pass sanitaire en application des dispositions de l'article 47-1 du décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé et du titre I du présent arrêté préfectoral.

Article 7 : L'obligation du port du masque ne s'applique pas :

- aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus ;
- aux personnes pratiquant une activité sportive ;
- aux usagers de deux roues.

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 8 : La consommation d'alcool sur la voie publique est interdite dans l'ensemble des communes du département

TITRE IV : SANCTIONS

Article 9 : La violation des dispositions prévues au titre I du présent arrêté entraîne une mise en demeure de l'autorité administrative. Si la mise en demeure est infructueuse, l'autorité administrative peut ordonner la fermeture administrative de l'établissement commercial concerné pour une durée maximale de sept jours. Un tel manquement constaté à plus de trois reprises au cours d'une période de quarante-cinq jours expose l'exploitant de l'établissement à une peine d'un an d'emprisonnement et à 9 000 € d'amende

Article 10 : La violation des dispositions prévues aux titres II et III du présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe (135 €), conformément à l'article L.3136-1 du code de la santé publique et à l'article 1^{er} de la loi du 9 juillet 2020. Lorsque cette violation est constatée à nouveau dans un délai de quinze jours, l'amende est celle prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe. Si les violations prévues au présent article sont verbalisées à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, les faits sont punis de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 11 : Le présent arrêté entre en vigueur et est applicable dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse et jusqu'au 21 septembre 2021.

Article 12 : Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Vaucluse ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Telerecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 13 : La police municipale de la commune concernée est habilitée pour relever toute infraction au présent arrêté.

Article 14: Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le sous-préfet de Carpentras, la sous-préfète d'Apt, le directeur départemental de la sécurité publique de Vaucluse, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse, les maires des communes de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté—dont copie sera adressée au directeur général de l'agence régionale de santé de PACA, aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires d'Avignon et de Carpentras et qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Avignon, le 31 août 2021

Le préfet



Bertrand GAUME

Marseille, le 30/08/2021

Le Directeur général

Objet : note de situation épidémique en Vaucluse

Le taux d'incidence est stable mais reste élevé en semaine 33 : 476 vs 481 cas pour 100 000 habitants en semaine 32. Le taux augmente légèrement dans toutes les tranches d'âge hormis les 20-40 ans qui voient une baisse. Les taux sont compris entre 174 pour 1000 000 habitants chez les 80 ans et plus et 840 chez les 20-40 ans.

Au niveau infra-départemental, neuf EPCI sur 13 présentent un taux d'incidence supérieur à 400 pour 100 000 et un taux de positivité supérieur à 4,5%, montrant la persistance d'une circulation virale importante.

En semaine 33, le taux de dépistage dans le Vaucluse est en hausse et s'élève à 9 915 pour 100 000 habitants (9 460 en S32). Il reste inférieur au taux régional (12 523).

Le taux de positivité tous âges est stable en semaine 33 : 4,8 % vs 5,1 % en S32. Cette tendance cache des variations selon l'âge avec une augmentation chez les moins de 20 ans, ainsi que les 80 ans et plus, et une baisse pour les autres tranches d'âge. Les taux sont compris entre 4,0 % chez les 20-40 ans et 9,1 % chez les moins de 20 ans (jusqu'à 18,0 % chez les 5-10 ans et 15,3 % chez les moins de 5 ans ans).

La part de variant présentant la mutation L452R est majoritaire (97 %).

La pression sur l'offre de soins est notable avec une hausse des consultations de 1^{er} recours ainsi qu'une reprise des transports sanitaires pour covid. Les hospitalisations pour forme grave de la COVID ne faiblissent pas depuis le début de la 4^{ème} vague fin juillet et des transferts en réanimation dans le département des Bouches du Rhône se poursuivent afin de limiter la saturation des services de réanimation et de soins intensifs du Centre Hospitalier d'Avignon.

Malgré un ralentissement observé depuis la 2^{ème} semaine d'août, la poursuite de la campagne de vaccination permet une progression de la couverture vaccinale (396 210 personnes ont reçu au moins une dose de vaccin dans le département, soit près de 70,6 % de la population mais celle-ci est en deçà de la moyenne nationale (71,9 %).

Ces indicateurs de circulation épidémique imposent la vigilance de tous et le respect des mesures de freinage de la propagation du virus.



Philippe De Mester

